

Le budget

améliorations proposées sont nombreux. Outre les perspectives d'emploi qu'offre la construction de routes, il ne faut pas oublier l'avantage que cela représente pour l'économie touristique locale. De bonnes routes permettent aux habitants et aux touristes de se rendre rapidement et, ajouterai-je, sûrement d'un lieu à un autre.

Les projets d'infrastructure peuvent même peut-être sauver des vies.

Je viens d'une petite entreprise. Dans ma localité, j'étais propriétaire d'un magasin général. Les habitants de ma circonscription sont propriétaires de petites et moyennes entreprises, travaillent dans ces entreprises ou sont clients. Quatre-vingt pour cent des emplois dans les régions rurales sont créés par des entreprises locales.

Je suis heureux de faire remarquer que ce budget appuie les petites et moyennes entreprises. Par les mesures qu'il prévoit en vue d'aider les petites entreprises, il est le fondement du renouveau économique de notre pays.

L'une des plaintes les plus courantes que l'on entend de la part des gens d'affaires dans ma circonscription concerne la difficulté d'obtenir des prêts à des fins d'investissement ou d'expansion. Durant la campagne électorale, le Parti libéral a reconnu ce problème et a promis d'y remédier.

Le gouvernement travaille maintenant en consultation avec les institutions financières et les entreprises à l'élaboration d'un code qui régirait les prêts aux petites entreprises. Le gouvernement a pour rôle de servir d'intermédiaire honnête entre les parties. En consultant les intéressés, le gouvernement prouve sa volonté et sa capacité de faire face au problème de l'accès aux capitaux.

Ce n'est qu'en travaillant avec les banques et avec les entreprises clientes que nous pourrions ensemble atteindre l'objectif commun de notre pays: améliorer le climat commercial et accroître notre compétitivité dans le monde.

Ce budget montre que le gouvernement sait non seulement mener des consultations, mais aussi écouter et agir.

Accroître les charges sociales aurait en fait imposé un fardeau aux entreprises et aurait été un obstacle à la création d'emplois. Le gouvernement s'est empressé de réduire les taux de cotisation d'assurance-chômage.

On sait que nos bureaux sont assaillis de demandes de renseignements sur les programmes à l'intention de la petite entreprise. J'y vois la preuve que les Canadiens veulent monter de nouvelles entreprises. Les Canadiens sont confiants dans leur savoir-faire et leurs compétences. Les Canadiens ont des plans qui ne demandent qu'à être réalisés. Enfin, les Canadiens recherchent activement les ressources qui s'offrent à eux.

Comme toujours, mes collaborateurs se feront un plaisir de fournir des renseignements sur les programmes destinés à la petite entreprise à tous les électeurs qui en feront la demande.

• (1120)

Il est tout à fait logique que mes collaborateurs et mes électeurs puissent avoir accès rapidement à toute l'information dis-

ponible. Ils doivent pouvoir entrer directement en contact avec les fonctionnaires qui connaissent parfaitement la nature et la portée des divers programmes gouvernementaux conçus pour la petite entreprise.

D'ici l'an prochain, le gouvernement aura établi un Centre canadien de services aux entreprises dans chacune des provinces. Il s'agit d'un efficace réseau à guichet unique, axé sur les programmes gouvernementaux. Ce n'est qu'un exemple de plus des moyens mis en place pour favoriser la croissance de la petite entreprise. Avec ce budget, le gouvernement crée toutes les conditions nécessaires à un puissant renouveau socio-économique.

Toujours sur le plan économique, je me réjouis des perspectives que laisse entrevoir la création du Fonds d'investissement canadien et du Réseau technologique canadien, deux composantes qui viennent grossir l'arsenal des moyens mis en oeuvre pour assurer la reprise au Canada.

Par-dessus tout, ce qui m'encourage, c'est de voir notre gouvernement se lancer dans une réforme en profondeur de notre système de sécurité sociale. Ce n'est pas en sabrant à gauche et à droite dans les programmes sociaux que nous allons réaliser des économies. Nous n'avons pas le même mandat que le gouvernement précédent. Nous n'avons pas été élus pour démolir le filet de sécurité sociale, mais bien pour rebâtir un système qui soit accessible à l'ensemble des Canadiens. Tel est notre mandat et c'est dans cette perspective que s'inscrit notre budget pour 1994.

[Français]

M. Yvan Bernier (Gaspé): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député de son discours. Cependant, je voudrais aussi souligner que je ne partage pas tous les points qu'il a mentionnés et je commencerai par la fin de son discours pour illustrer les choses sur lesquelles je ne suis pas d'accord.

Lorsque le député mentionne que son gouvernement n'a pas été élu pour couper les programmes sociaux, je me pose la question à savoir si on a lu le même Budget, puisqu'on y voit que le ministère des Finances va couper 725 millions de dollars cette année dans les programmes d'assurance-chômage. Est-ce que le député est conscient de l'impact que cela aura dans des régions comme les Maritimes, comme l'est du Québec, où on vit malheureusement d'industries saisonnières?

Ce sont des choses qui nous sont nécessaires pour le moment. C'est un objectif que l'on aimerait avoir nous aussi dans ces régions de pouvoir travailler 52 semaines par année, cependant on a besoin d'outils. Ils nous disent qu'ils n'ont pas reçu ce mandat, mais c'est pourtant ce qu'ils sont en train de faire. On nous dit qu'ils veulent réformer, réorganiser les acquis sociaux au Canada, cependant je voudrais être bien sûr que dans la bouche des libéraux, réformer ne veut pas dire couper et diminuer l'aide. Que vont-ils nous offrir en échange?

[Traduction]

M. McCormick: Je remercie le député de sa question. Il est certain que les quelques dernières semaines où j'ai siégé au Comité de développement des ressources humaines qui a entendu, cette semaine, des témoins 12 heures et demie par jour—et je